

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 15 octobre 2025

Il y a un truc qui me distingue des autres courants politiques, c'est que j'aborde des questions qui fâchent ou dérangent, qu'ils n'osent pas aborder franchement ou qu'ils ignorent carrément. Il y a beaucoup de démagogie ou d'hypocrisie chez eux. Ils sont très doués pour parler à la place des autres, beaucoup moins quand il s'agit de se mettre à leur place, de vivre ce que les autres vivent au quotidien, là il n'y a plus personne.

Il y a deux ans je n'ai pas craint d'affirmer que les Palestiniens n'obtiendront strictement rien, ne gagneront rien du tout à cette guerre, et qu'au contraire ils en sortiraient encore plus affaiblis et terriblement meurtris. Je les ai soutenus inconditionnellement pendant deux ans, bien que j'aie pensé que leur initiative du 7 octobre 2023 était de la folie, sachant qu'elle provoquerait la fureur de dangereux fanatiques et qu'ils s'exposaient à des représailles qui seraient de toutes manières forcément démesurées, peut-être pas au point de ce quoi nous avons assisté, mais tout de même, cela aurait dû faire réfléchir davantage, ne serait-ce qu'au regard du rapport des forces en présence qui ne laissait aucun doute sur son issue, à moins de se lancer dans une opération quasi suicidaire, ce que je ne crois pas.

Au même moment, il y en avait qui prédisaient leur victoire, il y en a même qui prétendent aujourd'hui que ce serait le cas, tout cela parce qu'ils n'ont pas renoncé à leur terre. Cela se discute, car s'ils ont fait preuve d'un courage héroïque et d'une détermination sans faille, en revanche au regard de ce qu'ils ont perdu, on peut se demander si cela en valait la chandelle. Les survivants vont être marqués à vie, les enfants profondément traumatisés le restant de leurs jours, tout cela en étant condamné durant de longues années à vivre dans des conditions précaires ou misérables mille fois pire que tout ce qu'ils avaient vécu auparavant, leur passé, leur vie entière a été rasée ou réduite en cendres, avec pour seule satisfaction de demeurer esclaves des colons sionistes dans ce camp de concentration que sont les territoires palestiniens.

Comment dans ces conditions peuvent-ils espérer un avenir meilleur ? C'est du sadisme d'oser leur souhaiter. Personne ne veut leur dire en face que leur cause est perdue d'avance, qu'ils vont y sacrifier inutilement leurs enfants qui n'auront connu qu'une vie de malheur.

Face à l'adversité, quand elle menace de t'engloutir ou de t'anéantir complètement, tu as le choix entre une décision individuelle, devenir un héros en te sacrifiant dans l'indifférence générale, ou sauver ta peau et celle de ta famille pour continuer ailleurs le combat contre l'exploitation et l'oppression qui sont à l'origine de toutes tes souffrances, de tous tes malheurs, pour toi, tes enfants et les générations à venir.

Si j'étais un Palestinien de Gaza, avec ma famille je quitterais immédiatement cette terre maudite et invivable, pour continuer mon combat politique débarrasser de toute illusion.

Comment expliquer le fanatisme décomplexé de Trump. Que préfigure-t-il ? La révolution.

Si au XXe siècle l'impérialisme a été le stade pourrissant du capitalisme, ses représentants étaient sélectionnés parmi les élites aristocratiques qui étaient disposés à se mettre à son service. Il était admis qu'ils puissent échouer à remplir leur mission en raison d'un contexte défavorable. Cela a changé au XXIe, ses représentants sont nommés de préférence en fonction de leur appartenance à l'oligarchie ou des liens étroits qu'ils ont tissé avec elle, après avoir juré de la servir loyalement quoiqu'il arrive ou quoiqu'elle exige d'eux, ce qui signifie, que dorénavant c'est elle qui est directement aux commandes ou qui gouverne les différentes puissances occidentales, de sorte qu'en cas d'échec la continuité est assurée puisqu'ils ont tous juré fidélité à son idéologie.

Pour autant, elle peine à faire ce qu'elle veut ou à conserver le contrôle des institutions qu'elle a noyautées où dont elle a pris la direction, parce que la résistance des peuples lui donne du fil à retordre, autrement dit, elle ne peut pas faire abstraction de la lutte de classes. Elle concentre dorénavant tant de richesses et de pouvoir, qu'il est impensable d'imaginer la déloger autrement que par une révolution qui dégénèrera forcément en guerre civile à son initiative. De la même manière, il est unimaginable que des réformes sociales de fond ou structurelles soient appliquées par un gouvernement occidental ou qu'il abolisse les contre-réformes qui ont été adoptées par ses prédécesseurs au cours des 5 dernières décennies pour ne pas remonter plus loin.

Nous sommes donc en présence d'un blocage que nous devons faire sauter en recourant à la force. Il faut l'admettre et s'y préparer ou collaborer et capituler.

Vidéo.

Origines du sionisme et mensonges d'Israël : 75 ans de déshonneur

<https://www.youtube.com/watch?v=hT4gNuOObpI>

Les chiffres qu'on ne vous montre jamais : le scandale des inégalités

<https://www.youtube.com/watch?v=ERHiUHJnvik>

Civilisation Judéo-Chrétienne: l'imposture. Avec Sophie Bessis, historienne

<https://www.youtube.com/watch?v=QRwDnG7fK7c>

Obsolescence programmée et racket, prise d'otage mondiale.

Utilisateurs concernés, solutions, pétition... Six questions sur la fin des mises à jour pour Windows 10 mardi, qui crée la polémique - FranceInfo 14 octobre 2025

Microsoft n'offre plus les mises à jour de sécurité aux utilisateurs de Windows 10 à partir de mardi, ce qui laisse leurs appareils vulnérables aux nouvelles failles. Mais des solutions existent.

J-C - Votre ordinateur ne sera pas plus vulnérable demain qu'hier, c'est des conneries. Ils affirment que le passage à Windows 11 se traduirait par "*une sécurité complète*", or mon ordinateur sous Windows 11 a été attaqué comme jamais l'année dernière ! En revanche, vous devrez peut-être changer de carte mère et de Ram, ils nous tiennent en otages ces ordures.

En famille hommage entre génocidaires. "Cigares et Champagne" pour célébrer le massacre et la destruction totale de Gaza !

Trump à la Knesset : un discours sur la paix par la force et la libération des otages - RT 13 oct. 2025

Le président américain a remercié plusieurs acteurs clés de ces succès diplomatiques et militaires, notamment le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qu'il a décrit comme « *un homme d'un courage exceptionnel et d'un grand patriotisme* »...

Lors de son allocution, le président américain a également improvisé en s'adressant au président israélien Isaac Herzog : « *J'ai une idée, Monsieur le Président, pourquoi ne pas lui accorder une grâce ? Ce passage n'était pas prévu, mais j'apprécie vraiment cet homme* », a-t-il déclaré, faisant allusion aux nombreuses affaires judiciaires en cours contre Benjamin Netanyahu.

Trump a ensuite loué les qualités du Premier ministre israélien : « *Qu'on le veuille ou non, il a été l'un des plus grands présidents en temps de guerre. Les cigares et le champagne, franchement, qui s'en soucie ?* » RT 13 oct. 2025

Malgré la guerre à Gaza, la coopération sécuritaire a été renforcée entre Israël et certains pays arabes - RT 13 oct. 2025

Des documents américains divulgués par le Washington Post révèlent une coopération renforcée entre l'armée israélienne et six pays arabes (le Qatar, le Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis) au cours des trois dernières années, y compris pendant la guerre de Gaza.

Ces liens, orchestrés par le Commandement central américain (CENTCOM), visent à contrer la « *menace iranienne* » à travers une « *structure régionale de sécurité* » intégrant un système de défense aérienne contre les missiles et les drones, mis en œuvre depuis 2022 grâce à des exercices conjoints et au partage d'équipements.

Le Koweït et Oman sont des partenaires potentiels, les réunions demeurant discrètes pour éviter des tensions politiques. Un sommet clé s'est tenu en mai 2024 à la base d'Al-Udeid, au Qatar, où des délégués israéliens, évitant les entrées civiles, ont tenu des entretiens bilatéraux, démontrant une coordination croissante.

Dégage, dégagez tous !

J-C - Macron est haï des Français ! Ils le sont tous. Alors, c'est à nous d'exercer le pouvoir et à personne d'autres. Rompez avec le capitalisme, rompez avec la Ve République au lieu de leur confier votre destin. Brisez les chaînes de l'esclavage salarial et adoptez résolument le socialisme...

Sondage: Emmanuel Macron absent du top 50 des personnalités politiques préférées des Français - RT 15 oct. 2025

Un sondage Ifop-Fiducial révèle une première depuis la création de l'organisme en décembre 2003 : Emmanuel Macron, président en exercice, ne figure pas parmi les cinquante personnalités politiques les plus appréciées des Français.

Cette exclusion, marquée par 78 % d'opinions défavorables (contre 70 % le mois dernier), constitue un record, selon Frédéric Dabi, directeur général de l'Ifop, qui note une colère mêlée de confusion chez les Français.

Aucun des cinquante testés n'atteint 50 % d'opinions favorables, une situation qui reflète un rejet global de la classe politique, surtout liée à la macronie. RT 15 oct. 2025

Cornuto le retour, crise du régime, suite.

Qui peut les croire ?

- Sondage BFMTV. Nouveau gouvernement de Sébastien Lecornu : 56% des Français ne souhaitent pas que la motion de censure soit votée

En outre, 64% des Français sont mécontents de la composition du nouveau gouvernement, et 51% des personnes interrogées sont même favorables à une dissolution et à de nouvelles élections législatives. BFMTV 15 octobre 2025

J-C - La majorité des Français ne souhaitent pas que le gouvernement soit censuré car cela le ferait tomber, mais ils sont favorables à une dissolution qui reviendrait au même !

En famille avec Macron. Sébastien Lecornu promet de "*partager le pouvoir avec les députés*"... du PS ! C'est « *une façon de remettre le pouvoir entre les mains du PS* », s'ils le disent !

J-C - Macron, Lecornu et Faure, feront payer aux retraités la suspension de la réforme des retraites, lisez.

Lecornu concède une suspension de la réforme des retraites, le PS renonce à censurer le gouvernement - France 24 14 octobre 2025

Ce que va changer la suspension de la réforme des retraites, et ce que ça va coûter - Le HuffPost 15 octobre 2025

En annonçant cette suspension d'une main, Sébastien Lecornu a aussi brandi la calculatrice de l'autre et mis en garde qu'il « *n'endosserai[t] pas n'importe quoi* ». Cette mise en pause, a-t-il prévenu, devra être compensée en raison du coût qu'elle engendrera. Matignon chiffre la facture de la suspension à 400 millions d'euros en 2026 et 1,8 milliard en 2027.

En analysant les dépenses retraites de 2025, la Cour des comptes estime qu'une sous-indexation des retraites d'un point par rapport à l'inflation permettrait d'économiser 2,9 milliards. Or, il se trouve que l'inflation pour 2026 est prévue aux alentours de 1 % et que le gouvernement propose justement un gel des pensions de retraite dès l'année prochaine, avant une sous-indexation de 0,4 point pour les suivantes.

Des chiffres pas si éloignés de ceux publiés en juillet dernier, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Lequel avait estimé qu'une année blanche sur les pensions de retraite en 2026, permettrait de faire entre 3 et 3,7 milliards d'économies.

Un bon compromis donc alors que la dissolution de 2024 a coûté 0,5 point de croissance à la France ? Politiquement la réponse est assurément « *oui* », pour Philippe Aghion. Le Prix Nobel d'économie et par ailleurs ancien conseiller d'Emmanuel Macron qui prônait lui aussi cette suspension de la réforme, estimait ce mardi matin que « *le coût de l'instabilité, notamment en termes de flambée des taux d'intérêt* » serait de toute façon « *beaucoup plus grand* » que la mise en pause d'une réforme qui fait bouillir les oppositions depuis deux ans.

Il s'est également engagé à poursuivre l'augmentation du budget dans « *la police, la justice, la sécurité* ». Il a enfin redit sa volonté de réduire le déficit public, en sabrant dans les dépenses de l'État à propos desquelles « *on peut faire beaucoup* », érigé le projet de loi contre les fraudes sociales et fiscales comme une priorité...

Les 3 conditions du PS remplies

Message reçu à droite. « *Vous avez su envoyer des signaux* » a salué Laurent Wauquiez en prenant la parole pour son groupe Droite Républicaine. Son approbation était de toute façon déjà acquise : avant la déclaration du Premier ministre, le député de Haute-Loire avait passé consigne à ses troupes de ne pas voter la censure. Au nom de la « *responsabilité* » mais surtout pour éviter une dissolution « *inéluable* » selon Sébastien Lecornu en cas de chute de son gouvernement. Le scénario donne des sueurs froides à la droite.

En parallèle, le Premier ministre a redit mettre de côté le 49.3 quel que soit le sujet. Il a évoqué sans entrer dans les détails des « *anomalies* » à régler sur la fiscalité des très grandes fortunes. Et a fixé un objectif maximum du déficit public à 5 % du PIB, le même que les roses dans leur contre-projet de budget.

Une façon de remettre le pouvoir entre les mains du PS, avec un sous-entendu limpide : voter la censure et le faire tomber lui, c'est y renoncer pour eux-mêmes. Message reçu, là aussi.

La comédie et le conditionnement médiatique qui a précédé.

Olivier Faure demande aux députés socialistes de "respecter" la décision collective du PS de ne pas censurer Sébastien Lecornu - BFMTV 15 octobre 2025

Le Parti socialiste a indiqué pour l'heure ne pas censurer le gouvernement après le discours de politique générale à l'Assemblée nationale de Sébastien Lecornu.

Manuel Bompard, coordinateur de La France insoumise, a vivement réagi sur le plateau de BFMTV, appelant les socialistes à faire marche arrière.

"Si cet amendement est adopté par l'Assemblée nationale, il est inclus dans le budget de la sécurité sociale (...) Or cela prévoit la sous-indexation des pensions de retraite, avec 18 millions de retraités qui verront leur pouvoir d'achat baisser", a dénoncé le député des Bouches-du-Rhône. BFMTV 15 octobre 2025

Le gouvernement Lecornu II va-t-il passer la semaine? RN et LFI brandissent déjà la menace d'une censure - BFMTV 13 octobre 2025

"Une créature de Frankenstein": entre macronistes, inconnus et LR, le drôle de gouvernement de Sébastien Lecornu - BFMTV 13 octobre 2025

Le casting du gouvernement Lecornu II n'arrange rien à son espérance de vie - Le HuffPost 14 octobre 2025

Nouveau psychodrame chez LR : les ministres du gouvernement Lecornu II exclus du parti - Paris Match 13 octobre 2025

Alors que Bruno Retailleau, président de LR, souhaitait que son parti ne participe pas à Lecornu II, six membres de son camp font partie de la nouvelle équipe : Annie Genevard (Agriculture), Rachida Dati (Culture), Vincent Jeanbrun (Logement), Philippe Tabarot (Transports), Sébastien Martin (Industrie) et Nicolas Forissier (Francophonie). LR a décidé de les exclure.

« Les membres LR qui ont accepté d'entrer au gouvernement ne peuvent plus se réclamer des Républicains », affirme le parti qui précise que ses instances dirigeantes se réuniront *« dans les tout prochains jours pour statuer de manière définitive »*.

A propos du gouvernement Lecornu 2.0

Laurent Nuñez, ministre de l'Intérieur.

Laurent Nuñez, qui a été le bras du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner pendant la crise des Gilets jaunes, fait son retour place Beauveau comme numéro un.

En 2016, lors des grèves et manifestations anti-loi travail, il tente de faire évacuer les ouvriers qui bloquent le terminal pétrolier de Fos-sur-Mer par des charges de CRS, l'utilisation d'un canon à eau, de gaz lacrymogènes et de flash-ball entraînant plusieurs blessés du côté des grévistes.

Gouvernement Lecornu II : Le Premier ministre défend les dépenses militaires en hausse malgré le contexte d'économies - 20 Minutes/AFP 13 octobre 2025

Un budget doublé en dix ans.

L'année suivante, entre la progression prévue par la LPM et une nouvelle « surmarche » souhaitée par le chef de l'Etat, celui-ci devrait atteindre 63,4 milliards d'euros, à la faveur d'une actualisation de la LPM. L'ambition affichée par Emmanuel Macron est de doubler le budget de la défense en dix ans sous ses deux mandats. Celui-ci était de 32,2 milliards d'euros en 2017.

Gouvernement Lecornu II: Maud Bregeon, la porte-parole qui trouverait "dramatique" la suspension de la réforme des retraites - BFMTV 13 octobre 2025

"Les liens d'intérêts" sont "légaux" entre les laboratoires pharmaceutiques et la ministre de la Santé. Ils l'ont déjà achetée, reste à consommer même faisandé !

Gouvernement Lecornu II : La ministre de la Santé, Stéphanie Rist, a-t-elle touché de l'argent des Big Pharma ? - 20minutes.fr 13 octobre 2025

Le quotidien avait révélé que la députée du Loiret, médecin rhumatologue au centre hospitalier d'Orléans, avait touché 22.000 euros d'avantages versés par plusieurs laboratoires pharmaceutiques entre 2012 et 2016. « *Des repas, des nuits d'hôtel à 200, 300 ou 400 euros, des billets de train ou d'avion, pour 5.000 euros. Et 7.000 euros, au minimum, de rémunérations* », avait alors détaillé La Rep'. « *Plus les labos nous sollicitent, plus notre compétence est reconnue* », avait alors expliqué la mise en cause.

En outre, elle avait, en revanche, précisé avoir touché entre « *40.000 et 50.000 euros en cinq ans* », en tant qu'auto-entrepreneur, dans le cadre de formations qu'elle avait assurées pour le compte des laboratoires.

Il n'en fallait pas plus pour que la nouvelle locataire de la rue de Ségur soit accusée d'être de connivence avec les lobbies pharmaceutiques, les liens d'intérêts, pourtant légaux et courants dans le milieu hospitalier bien que moralement discutables, perçus comme de véritables conflits d'intérêts, donc problématiques. Et surtout, toujours d'actualité.

Au moment de son élection comme députée du Loiret, en juin 2017, Stéphanie Rist avait néanmoins annoncé mettre fin à toutes ses activités en lien avec l'industrie pharmaceutique. 20minutes.fr 13 octobre 2025

Elle est des leurs...

Monique Barbut, une ancienne présidente de WWF nommée au ministère de la Transition écologique - BFMTV 13 octobre 2025

Wikipédia - Elle a notamment été présidente de l'ONG environnementale WWF entre 2021 et 2023, après avoir occupé le poste de secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies (ONU) sur la lutte contre la désertification, entre 2013 et 2019.

Elle a également dirigé la division "*technologie, industrie et économie*" du Programme des Nations unies pour l'environnement entre 2003 et 2006.

Entre 2006 et 2012, elle est présidente et directrice générale du Fonds pour l'environnement mondial.

WWF, qu'est-ce que c'est, quelle influence idéologique ?

1961-1976 - Bernhard de Lippe-Biesterfeld

Le prince Bernhard des Pays-Bas est le président fondateur du Fonds mondial pour la nature (WWF) de 1962 à 1976. Il est considéré comme cofondateur du très controversé groupe Bilderberg, dont la première édition a lieu, en 1954, à Oosterbeek, aux Pays-Bas. Il est en outre le créateur du prix Érasme. La nouvelle de l'appartenance du prince au parti nazi de 1933 à 1936 est révélée par la presse en décembre 1995, ce que le prince Bernhard a réussi à cacher depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

1976-1981 - John Hugo Loudon

Un homme d'affaires néerlandais, président de la compagnie pétrolière Shell de 1951 à 1965.

John Loudon était un ami proche de nombreux industriels et businessmen, comme Henry Ford II ou encore David Rockefeller. D'ailleurs, Loudon est, de 1965 à 1977, président d'un conseil consultatif guidant la Chase Manhattan Bank de Rockefeller pour les affaires internationales[1].

En plus de ses activités à la Royal Dutch Shell, il est de 1976 à 1981 président de la fondation écologique WWF.

1981-1996 - Philip Mountbatten

Philip Mountbatten, duc d'Édimbourg, né Philippe de Grèce est le prince consort du Royaume-Uni et des autres royaumes du Commonwealth de 1952 à sa mort en tant qu'époux de la reine Élisabeth II.

Il est le fondateur et premier président du WWF-Royaume-Uni de 1961 à 1982, puis président du Fonds mondial pour la nature (WWF) international de 1981 à 1996.

1999-2000 - Ruud Lubbers

Membre du Parti populaire catholique (KVP) à partir de 1964, nommé le 11 mai 1973 ministre des Affaires économiques. C'est un homme d'État néerlandais, Premier ministre des Pays-Bas de 1982 à 1994 et haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés de 2001 à 2005.

Il est qualifié par certains d'« *héritier* » de Margaret Thatcher. L'un de ses slogans électoraux les plus connus est « *Plus de marché, moins d'État* » (« *Meer markt, minder overheid* »).

Depuis 2022 Edward Neville Isdell

Un homme d'affaires irlandais, ancien président et PDG de The Coca-Cola Company et actuellement président du WWF.

Il a siégé à un certain nombre de conseils d'administration, dont General Motors et British Telecom. Il est titulaire de cinq doctorats honorifiques et a reçu le prix Clinton Foundation Global Citizen Award. Il est basé avec ses intérêts commerciaux à la Barbade.

J-C - Pas besoin de faire un dessin.

A propos de WWF.

Les membres du personnel sont fréquemment invités à participer aux groupes de travail de la Commission européenne.

Le bureau des politiques européennes du WWF, WWF European Policy Programme, est inscrit depuis 2008 au registre de transparence des représentants d'intérêts de l'Union européenne.

Un budget de fonctionnement annuel de 800 millions de dollars à l'échelle mondiale en 2021, qui a doublé en près de 15 ans. (Source : Wikipédia.org)

Santé.

Lu.

Le Dr William Makis fait état d'un succès sans précédent dans l'utilisation de l'ivermectine pour traiter deux des maladies neurologiques les plus dévastatrices : la maladie de Parkinson et la maladie d'Alzheimer.

Sa découverte fortuite donne des résultats qui défient les attentes conventionnelles. Dans le cas de la maladie de Parkinson, l'ivermectine à forte dose (60-72 mg) facilite des rétablissements remarquables.

Les patients sous traitement standard maximal, autrefois à peine mobiles, connaissent désormais des améliorations spectaculaires au niveau de leurs mouvements et de leurs symptômes. L'un d'entre eux, après quelques semaines de traitement, a pu recommencer à jouer au golf, une activité qu'il avait perdue depuis des années.

Les résultats obtenus dans le cas de la maladie d'Alzheimer sont encore plus impressionnants. Le Dr Makis explique en détail comment les membres de la famille, suivant son protocole à base d'ivermectine à faible dose (12 à 24 mg pendant quelques jours), sont témoins de ce qui ne peut être décrit que comme des miracles médicaux.

Les souvenirs reviennent en masse ; les capacités cognitives sont restaurées. Dans un cas extraordinaire, un patient a pu quitter l'hospice après une amélioration spectaculaire de son état. Les témoignages sont émouvants : «*Ma grand-mère est de retour*». Les familles retrouvent un temps

précieux avec des êtres chers qu'elles pensaient avoir perdus à jamais. Tout cela grâce à quelques comprimés d'un médicament dont le profil de sécurité est bien établi.

Le Dr Makis remet en question l'establishment médical, soulignant que les recherches précliniques sur l'ivermectine et la maladie d'Alzheimer semblent avoir été supprimées des principaux moteurs de recherche, ce qui témoigne silencieusement de la bataille autour de ce médicament réutilisé. Il exhorte le public à examiner les preuves qu'il partage sur ses plateformes. Le potentiel d'un traitement sûr, accessible et efficace pour ces fléaux neurodégénératifs est trop important pour être ignoré. La question demeure : lorsque les preuves sont aussi convaincantes et que la récompense est le soulagement de la souffrance humaine, pourquoi ce sujet ne fait-il pas l'objet de recherches au plus haut niveau.

France.

« Magnifique victoire »... avec 72,6% d'abstention. Elu avec moins de 19% des inscrits, la barre de la "démocratie" se rapproche dangereusement de 0 !

Tarn-et-Garonne : Face à un front républicain sans LR, un ciottiste soutenu par le RN élu député - 20 Minutes/AFP 13 octobre 2025

Lors d'une élection législative partielle, les électeurs de la première circonscription du Tarn-et-Garonne ont choisi dimanche Pierre-Henri Carbonnel soutenu par le RN, plutôt qu'une socialiste, après l'appel du patron de LR, Bruno Retailleau, à ne donner « *pas une voix* » à la gauche.

Avec cette victoire, obtenue avec 52,06 % des voix selon des résultats quasi-définitifs de la préfecture, l'Union des droites pour la République (UDR), parti fondé par Éric Ciotti après son départ de LR en 2024, conserve ce siège auparavant occupé par Brigitte Barèges, dont Pierre-Henri Carbonnel était le suppléant.

Les électeurs ont néanmoins été peu nombreux à se déplacer : la participation s'est effondrée dans la circonscription, passant de 71,47 % lors des législatives anticipées de 2024 à 37,4 % ce dimanche.

Quand Trump remercie et ridiculise Macron.

Cette remarque de Trump à Macron a bien fait rire les autres dirigeants lors du sommet pour la paix à Gaza - Le HuffPost 14 octobre 2025

Emmanuel Macron était l'un des grands absents du parterre de dirigeants mondiaux présents dans le dos de Donald Trump lors de son discours à la tribune.

Un acteur majeur des efforts de paix manquait à l'appel. Un certain Emmanuel Macron, bien présent au sommet. Il était même dans la salle où le président américain prononçait son discours. Cette discrétion, Donald Trump n'a donc pas manqué de la souligner au moment de saluer les efforts du président français en faveur de son plan de paix.

« *France, merci beaucoup Emmanuel. J’imaginais Emmanuel debout quelque part derrière moi* », a d’abord lâché Donald Trump en se tournant en direction des chefs d’États présents dans son dos pour chercher du regard Emmanuel Macron.

« *Où est-il ?* », a-t-il ajouté, avant d’être dirigé par un geste de Giorgia Meloni en direction du président français. « *Je n’arrive pas à y croire ! Vous adoptez une approche discrète* », a alors glissé Donald Trump en s’adressant directement à lui, provoquant de nombreux rires dans l’assistance. Y compris ceux de la Première ministre italienne, du Premier ministre britannique ou du chancelier allemand Friedrich Merz. Le Premier ministre canadien Mark Carney basculant même en arrière, hilare.

« *Aujourd’hui, il est mon ami, c’est super, bon travail, merci beaucoup Emmanuel* », a-t-il ajouté avant de reprendre son discours avec plus de sérieux. **Le HuffPost 14 octobre 2025**

Mal-logement en Île-de-France : un habitant sur dix touché par la crise - RT 14 oct. 2025

Crise d’hébergement en Île-de-France : 1,3 million de personnes, soit 10 % des habitants, sont en situation de mal-logement, selon un rapport de la Fondation pour le logement des défavorisés. Publié le 13 octobre, ce document — issu de l’ancienne Fondation Abbé Pierre — dresse un « *tableau noir* » de la crise du logement en région parisienne, où près d’un tiers des 12,3 millions d’habitants fait face à de graves fragilités.

De la sur-occupation aux impayés de loyers, les chiffres soulignent une détérioration accélérée, exacerbée par la flambée des prix immobiliers dans un contexte de progression de la pauvreté dans le pays, alors qu’un Français sur cinq serait en situation de précarité, selon le Secours populaire.

Plus de 634 000 habitants de la région Île-de-France vivent dans un logement manquant d’au moins deux pièces par rapport à une occupation normale, un chiffre en hausse de 8 % entre 2013 et 2020, d’après l’enquête de l’Insee. À cela s’ajoutent 1,2 million de personnes en surpeuplement modéré, touchant près de 30 % des locataires, soit deux fois plus qu’ailleurs en France. « *Le phénomène est très francilien* », alerte Éric Constantin, directeur régional de la Fondation, qui rappelle les chiffres : 2,9 millions de Franciliens fragilisés par leur logement et 1,3 million en situation critique.

Parmi les 288 000 personnes sans logement personnel, la moitié est hébergée chez un tiers, un chiffre qui a bondi de 30 % chez les demandeurs de HLM entre 2019 et 2024. Les loyers ont grimpé 1,6 fois plus vite que les revenus entre 2002 et 2022, forçant les ménages à y consacrer 34 % de leurs ressources. Résultat : plus de 350 000 impayés de loyers ou de charges, et un record de 8 106 expulsions en 2024.

Dans un contexte de progression de la pauvreté en France et en Europe, la Fondation recense aussi 125 500 personnes sans domicile, dont 4 000 sans-abri et 4 150 en bidonvilles, malgré le triplement des places d’hébergement par l’État depuis 2012. RT14 oct. 2025

Etats-Unis.

Lu. En oligarchie.

«N'est-ce pas, Miriam ? Regardez Miriam. Elle est là-bas. Levez-vous». Miriam et Sheldon [Adelson] venaient au bureau et m'appelaient. Ils m'appelaient – je crois qu'ils sont allés plus souvent à la Maison-Blanche que quiconque, je crois. Regardez-la, assise là, si innocente – elle avait 60 milliards de dollars en banque, 60 milliards. Et elle adore... et je crois qu'elle a dit : «Non, plus». Et elle adore Israël, mais elle l'adore. Et ils venaient. Son mari était un homme très agressif, mais je l'adorais. Il était très agressif, très encourageant envers moi. Et il m'appelait : «Puis-je venir te voir ?» Je répondais : «Sheldon, je suis le président des États-Unis. Ça ne marche pas comme ça». Il venait. Mais ils ont joué un rôle important dans tant de choses, notamment en me faisant réfléchir au plateau du Golan, ce qui est probablement l'une des plus belles choses qui soient arrivées. Miriam, levez-vous, s'il vous plaît. Elle adore vraiment ce pays. Elle adore ce pays. Son mari et elle sont incroyables. Il nous manque terriblement. Mais je lui ai vraiment demandé : «Je vais lui causer des ennuis avec ça». Mais je lui ai vraiment demandé une fois : «Alors, Miriam, je sais que tu aimes Israël. Qu'est-ce que tu aimes le plus ? Les États-Unis ou Israël ?» Elle a refusé de répondre. «Ça veut dire... ça pourrait vouloir dire Israël, je dois dire, on t'aime. Merci, ma chérie, d'être là. C'est un grand honneur. Un grand honneur. C'est une femme merveilleuse. C'est une femme formidable».

Sheldon Adelson aurait versé à Trump et aux républicains plus de 424 millions de dollars de financement de campagne entre 2016 et sa mort en 2021. Sa veuve, Miriam, a perpétué l'héritage de son mari et a investi 100 millions de dollars supplémentaires dans la campagne présidentielle de Trump en 2024.

Pendant la campagne de 2024, Trump a également admis être contrôlé par l'argent d'Adelson. Voici une transcription de ces propos :

«Comme je l'avais promis, j'ai reconnu la capitale éternelle d'Israël et j'ai ouvert l'ambassade américaine à Jérusalem. Jérusalem est devenue la capitale. J'ai également reconnu la souveraineté israélienne sur le plateau du Golan».

«Vous savez, Miriam et Sheldon entraient probablement à la Maison-Blanche presque plus souvent que quiconque, hormis ceux qui y travaillent. Et ils étaient toujours à la recherche d'Israël – et dès que je leur donnais quelque chose – toujours à leur service. Dès que je leur donnais quelque chose, ils en voulaient autre chose». Je disais : «Accordez-moi deux semaines, s'il vous plaît ?» Mais je leur ai donné le plateau du Golan, et ils ne l'ont même pas demandé.

«Vous savez, ça fait 72 ans qu'ils essaient de faire le plateau du Golan, non ? Et même Sheldon n'a pas osé. Mais j'ai dit : «Vous savez quoi ?» J'ai dit à David Friedman : «Donnez-moi une petite leçon, genre cinq minutes ou moins, sur le plateau du Golan». Et il l'a fait. Et j'ai dit : «Allons-y». On a réussi en 15 minutes environ, non ?»

La légitimation de l'annexion illégale du plateau du Golan par Israël et le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem ont été deux des décisions les plus controversées de Trump en faveur d'Israël durant son premier mandat. Ces décisions ont été éclipsées par son soutien au génocide de Gaza et ses bombardements en Iran et au Yémen.

Et voici qu'il admet ouvertement que ses méga-donateurs milliardaires sionistes ont utilisé l'accès que leurs dons leur ont offert pour le pousser à prendre des mesures drastiques en faveur d'Israël.

Imaginez un instant que quelqu'un ait divulgué à la presse des documents prouvant que Trump a bénéficié d'un soutien financier important d'un oligarque russe à qui il a accordé des faveurs d'une portée géopolitique considérable. Ce serait le plus grand scandale de l'histoire de la politique américaine, sans conteste. Mais comme il s'agit d'un oligarque israélien, il peut l'admettre ouvertement et à plusieurs reprises sans sourciller.

Mais voilà que Trump admet ouvertement avoir fait tout ce qu'il pouvait pour accorder à une oligarchie israélienne ce qu'elle voulait, car elle a versé d'énormes sommes d'argent à sa campagne, tout en déversant des armes sur Israël pour faciliter ses atrocités de masse et en menant des actes de guerre au nom d'Israël. Et cela passe à peine inaperçu dans la politique et les médias occidentaux traditionnels.

Venezuela.

Les États-Unis frappent un autre bateau accusé de transporter de la drogue - The Associated Press 15 octobre 2025

Les États-Unis ont frappé une autre petite embarcation accusée de transporter de la drogue au large du Venezuela, tuant six personnes, a déclaré mardi le président Donald Trump.

Il s'agit de la cinquième frappe meurtrière dans les Caraïbes, l'administration Trump ayant affirmé traiter les trafiquants de drogue présumés comme des combattants illégaux qui doivent être réprimés par la force militaire.

La frustration envers l'administration Trump grandit au Capitole parmi les membres des deux principaux partis politiques. Certains républicains demandent à la Maison-Blanche davantage d'informations sur la justification juridique et les détails des frappes. Les démocrates affirment que ces frappes violent le droit américain et international.

L'administration Trump n'a pas encore fourni aux législateurs les preuves sous-jacentes prouvant que les bateaux ciblés par l'armée américaine lors d'une série de frappes mortelles transportaient effectivement des stupéfiants, selon deux responsables américains au courant du dossier, qui n'étaient pas autorisés à commenter publiquement et qui ont requis l'anonymat. La semaine dernière, le ministre vénézuélien de la Défense, Vladimir Padrino, a affirmé aux chefs militaires que le gouvernement américain savait que les accusations de trafic de drogue utilisées pour justifier les récentes actions dans les Caraïbes étaient fausses, son véritable objectif étant de «*forcer un changement de régime*» dans ce pays sud-américain.

Il a ajouté que le gouvernement vénézuélien ne considérerait pas le déploiement des navires de guerre américains comme une simple «*action de propagande*» et a mis en garde contre une possible escalade. The Associated Press 15 octobre 2025

Inde.

IA: Google annonce un investissement géant de 15 milliards de dollars en Inde - AFP 14 octobre 2025

"C'est le plus grand (site) que nous allons construire hors des Etats-Unis", a annoncé le PDG de Google Cloud, Thomas Kurian, lors de la signature d'un accord dans la capitale New Delhi.

"Cela représente un investissement en capital d'un montant de 15 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années", a détaillé M. Kurian.

D'une capacité de "l'ordre de plusieurs gigawatts", le centre de données et de recherche du géant américain sera construit à Visakhapatnam (sud), dans l'Etat de l'Andhra Pradesh.

Ces derniers mois, l'Inde a attiré plusieurs acteurs majeurs du secteur de l'IA, séduits par le plus grand marché de la planète en termes de population.

Quelque 900 millions d'Indiens - sur un total de près de 1,5 milliard - utilisent régulièrement Internet, à titre privé ou dans le cadre de leur profession, selon les dernières estimations du secteur.

J-C – Ce dont ils se foutent carrément :

- L'Andhra Pradesh est confronté à un déficit hydrique dû à la sécheresse, à l'épuisement des nappes phréatiques et aux pénuries d'eau potable. Cet état, traversé par de grands fleuves, souffre de l'imprévisibilité de l'eau et des problèmes d'accès, en particulier dans les zones rurales. Des initiatives sont en cours pour gérer plus efficacement les ressources en eau, réparer les réservoirs et améliorer la distribution, mais le problème persiste dans de nombreuses villes et villages.

- Les centres de données consomment beaucoup d'eau, principalement pour le refroidissement des serveurs qui dégagent beaucoup de chaleur. Cette consommation peut être considérable, atteignant plusieurs millions de litres par jour pour un grand centre de données, et elle est en hausse en raison de l'essor de l'intelligence artificielle.

Les centres de données ont consommé environ 560 milliards de litres d'eau dans le monde en 2023. (IA Google)

Chine.

Chine: le commerce extérieur en forme avant de nouvelles taxes de Trump - AFP 13 octobre 2025

La Chine a vu son commerce extérieur reprendre des couleurs en septembre, selon des données des Douanes publiées lundi, au moment où le président américain Donald Trump menace de reprendre la guerre commerciale bilatérale.

Les exportations de la Chine ont ainsi grimpé de 8,3% sur un an en septembre, plus d'attendu. Ce chiffre est supérieur à la prévision d'économistes interrogés par l'agence Bloomberg - qui tablaient sur une hausse de 6,6%.

De leur côté, les importations du géant asiatique ont augmenté de 7,4% le mois dernier sur un an. Là encore, il s'agit d'un résultat significativement plus élevé que ce qu'attendaient les analystes de Bloomberg (+1,9%).

Malgré la nouvelle dégradation des relations commerciales bilatérales à la suite des récents propos du président américain, les exportations chinoises vers les Etats-Unis ont augmenté de 8,6% en septembre par rapport à août, selon les chiffres publiés lundi par les Douanes chinoises.

La Chine y a exporté pour 34,3 milliards de dollars de marchandises le mois dernier, d'après la même source, contre 31,6 milliards de dollars en août.

Madagascar.

A Madagascar, une unité de soldats annonce avoir pris le contrôle de l'armée, le président dénonce "*une tentative de prise de pouvoir*" - franceinfo.fr 13 octobre 2025

Le président malgache, Andry Rajoelina, a déclaré dimanche 12 octobre qu'une "*tentative de prise du pouvoir illégale et par la force*" était en cours, au lendemain du ralliement d'un contingent de soldats aux milliers de manifestants anti-gouvernementaux dans la capitale Antananarivo. "*Désormais, tous les ordres de l'armée malgache, terre, air, mer, émaneront du quartier général du Capsat*" (Corps d'armée des personnels et des services administratifs et techniques), ont annoncé des officiers de cette unité dans une déclaration vidéo.

Des soldats du Capsat ont également rejoint les milliers de personnes à nouveau rassemblées dimanche à Antananarivo, cette fois pour une cérémonie d'hommage aux vies perdues depuis le début des manifestations antigouvernementales le 25 septembre. Les militaires ont été accueillis avec enthousiasme.

Le ministre des Armées malgache a reconnu quelques heures plus tard comme chef d'état-major un officier choisi par le Capsat. Le général Démosthène Pikulas a été investi chef d'état-major des armées lors d'une cérémonie à l'état-major, en présence du ministre des Armées Manantsoa Deramasinjaka Rakotoarivelo.

"*La présidence de la République souhaite informer la nation et la communauté internationale qu'une tentative de prise du pouvoir illégale et par la force, contraire à la Constitution et aux principes démocratiques, est actuellement en cours sur le territoire national*", avait déclaré Andry Rajoelina dans un communiqué dans la matinée. "*Le dialogue est la seule voie à suivre et la seule solution à la crise à laquelle le pays est actuellement confronté*", a-t-il déclaré, appelant à "*l'unité*".

Des officiers de la gendarmerie, accusés de violences contre les manifestants, ont publié dimanche matin une déclaration vidéo reconnaissant "*des fautes et des excès lors de nos interventions*" et appelant à la "*fraternité*" entre l'armée et les gendarmes. "*Nous sommes là pour protéger, pas pour terroriser*", ont-ils déclaré, ajoutant que "*désormais, tous les ordres viendront uniquement*" du quartier général de la gendarmerie.

Des soldats malgaches ont rejoint samedi les milliers de manifestants dans les rues d'Antananarivo, appelant les forces de sécurité à "*refuser les ordres de tirer*" sur la population et condamnant la répression policière récente. Avant de quitter leur base militaire du district de Soanierana, à la périphérie d'Antananarivo, les soldats avaient appelé à la désobéissance. En 2009, cette base avait déjà mené une mutinerie lors du soulèvement populaire qui avait porté au pouvoir l'actuel président.

La manifestation de samedi à Antananarivo a été l'une des plus importantes depuis le début de la contestation le 25 septembre, lancée par le mouvement Gen Z pour protester contre les coupures d'eau et d'électricité et qui s'est muée en une remise en cause des responsables politiques au pouvoir, à commencer par le président Andry Rajoelina. Au moins 22 personnes ont été tuées depuis le début des manifestations et plus d'une centaine blessées, d'après un bilan des Nations unies.

Le Parlement malgache prévoit d'examiner la destitution du président le 14 octobre - afrinz.ru 13 octobre 2025

Les députés de l'Assemblée nationale (chambre basse du Parlement) de Madagascar ont annoncé la convocation d'une session extraordinaire le 14 octobre afin d'examiner la question de la destitution d'Andry Rajoelina de ses fonctions de président, en réponse aux revendications des manifestants. C'est ce qu'a rapporté le portail d'information local Orange, citant des députés.

Les parlementaires recueillent actuellement des signatures pour officialiser cette initiative. On ne sait pas encore si le parti au pouvoir soutiendra la convocation de cette session.

« Le pouvoir que nous exerçons aujourd'hui nous a été confié par le peuple, et c'est en son nom que nous agissons. C'est donc dans le strict respect de ce mandat populaire que nous avons décidé d'ouvrir cette session », a déclaré la députée Hanitra Razafimanantsoa.

Le vote aura lieu dans un contexte de manifestations à Madagascar, au cours desquelles, le 12 octobre, les manifestants ont lancé un ultimatum à l'Assemblée nationale : voter dans les 48 heures sur la question de la destitution du président, faute de quoi les manifestants ont l'intention d'obtenir la dissolution du corps législatif.

Crise à Madagascar: le président Andry Rajoelina a été exfiltré par un avion militaire français - RFI 13 octobre 2025

Le président malgache Andry Rajoelina a été exfiltré par un avion militaire français le 12 octobre 2025, est en mesure de confirmer RFI.